

Non classifié

GOV/PGC/M(2004)2



Organisation de Coopération et de Développement Economiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

25-Oct-2004

Français - Or. Anglais

**DIRECTION DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE ET DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL
COMITE DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE**

**GOV/PGC/M(2004)2
Non classifié**

**COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA 29^e SESSION DU COMITÉ DE LA GOUVERNANCE
PUBLIQUE**

tenue les 15 et 16 avril 2004, Paris, France

**30^e Session du Comité de la gouvernance publique
28 et 29 octobre 2004
Château de la Muette, Paris**

Ce projet de compte rendu succinct est présenté au Comité pour approbation lors de la 30^e session.

Pour de plus amples informations, veuillez prendre contact avec Jennifer Stein (tél.: + 33-1-45 24 78 32, courriel : jennifer.stein@oecd.org).

**JT00172516
TA 23856**

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format

Français - Or. Anglais

COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA 29^E SESSION DU COMITÉ DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE¹

Introduction et objectifs de la réunion

1. Soixante-seize délégués de 27 pays membres, ainsi que des observateurs du Brésil, du Chili et de Slovaquie, assistent à la 29^e session du Comité de la gouvernance publique (PGC) les 15 et 16 avril 2004 (voir l'annexe). Les principaux objectifs de la réunion sont :

- d'examiner et d'approuver le nouveau mandat du Comité pour 2005-09, le programme de travail pour l'exercice biennal 2005-06 et un programme de travail avec les non membres, et de prendre note des progrès des activités d'ouverture réalisés au cours des 12 derniers mois.
- de lancer un examen approfondi du thème de l'évaluation et du bilan dans le cadre du programme de travail en cours du Comité ; de donner des orientations sur la suite des travaux dans ce domaine ; et de mieux connaître les expériences nationales au moyen d'exposés de plusieurs pays sur différents aspects et domaines de l'évaluation.

Point 1 - Adoption de l'ordre du jour

2. La Présidente du Comité de la gouvernance publique, Mme Pia Marconi, Italie, ouvre la réunion. L'ordre du jour [GOV/PGC/A(2004)1] est adopté sans changement.

Point 2 - Approbation du compte rendu succinct de la 28^e session

3. Le compte rendu succinct de la 28^e session du Comité de la gestion publique [GOV/PGC/M(2004)1] est adopté sans changement.

Point 3 - Observations liminaires de la Présidente

4. La Présidente souhaite la bienvenue aux délégués et expose les principaux points de l'ordre du jour. Le Comité examinera plusieurs documents importants qui guideront ses travaux pendant plusieurs années : le nouveau mandat pour 2005-2009 et le programme de travail pour 2005-06. Il examinera aussi, pour la première fois, un programme de travail avec les non membres.

5. Pour ce qui est de la partie de la réunion consacrée à des questions de fond, les délégués s'attacheront à l'étude du thème de l'évaluation, tant d'un point de vue général que dans le contexte de plusieurs secteurs précis de l'action des pouvoirs publics. Devant la réussite que fut la réunion en forme de colloque organisée en novembre dernier, le Bureau s'est employé, avec le Secrétariat, à poursuivre l'élargissement du débat consacré aux questions essentielles et la multiplication des possibilités de synergie. Ce point donnera lieu à de multiples exposés nationaux, étant donné que le comité a notamment pour fonction de permettre la confrontation des données d'expérience et des méthodes exemplaires.

1. Le Comité de la gestion publique (PUMA) est devenu le Comité de la gouvernance publique en janvier 2004.

6. La Présidente appelle l'attention des délégués sur les nouvelles méthodes de travail qu'adopte le comité. Les points de procédure liés aux travaux du comité (par exemple les commentaires de rapports et leur approbation) seront de plus en plus souvent traités par voie électronique, ce qui permettra de consacrer plus de temps, lors des réunions, à l'examen des questions de fond. Davantage de documents seront communiqués pour information et commentaires au moyen de groupes de discussion électroniques ou par courriel, par exemple, et il importera de faire connaître son avis au Secrétariat sur les documents qui ne sont pas examinés en séance plénière.

7. Enfin, la Présidente fait le point de l'échange de vues intervenu la veille entre le Bureau et la Commission syndicale consultative (TUAC). La réunion a été très constructive et la TUAC a manifesté un vif intérêt pour les travaux du comité sur la modernisation du secteur public, en particulier la modernisation de l'emploi public.

Point 4 - Examen du nouveau mandat du Comité pour 2005-2009

8. À ce point de l'ordre du jour, les délégués examinent le nouveau mandat du comité, qui servira de cadre aux activités de 2005 à 2009. Plusieurs pays ont formulé par écrit des commentaires sur une version antérieure, conformément aux nouvelles méthodes de travail. Le nouveau mandat est centré sur le rôle capital de la gouvernance publique à l'appui du développement économique et social, et reconnaît l'importance de tenir compte des contextes nationaux lors de la conception et de la mise en œuvre de la réforme. Il s'attache aussi à la nécessité d'une analyse plus comparative et documentée des problèmes de gestion publique. La version présentée à la réunion, qui emporte une adhésion sans réserve, est approuvée. Il y a accord sur l'importance stratégique des activités d'ouverture et des travaux horizontaux, bien que certains pays s'inquiètent de l'attention croissante portée à ces travaux et des dépenses qui en résultent.

Point 5 - Examen du programme de travail pour 2005-06

9. Le comité a examiné un projet de programme à la session précédente en novembre et depuis lors, le texte a été révisé, des précisions sur les ressources ont été données et les pays ont indiqué leurs préférences concernant les activités proposées. Le Directeur, Direction de la gouvernance publique et du développement territorial, Mme Odile Sallard, présente le projet de programme et expose les grandes lignes des nouvelles méthodes d'élaboration du budget, ainsi que l'effort tendant à ce que l'OCDE devienne une organisation axée sur les résultats. M. Richard Hecklinger, Secrétaire général adjoint, donne des précisions sur l'élaboration du budget de l'OCDE et encourage le comité dans ses travaux sur l'évaluation, particulièrement la mesure des effets ou des résultats, notant que ce thème est une préoccupation essentielle de l'Organisation.

10. Les pays souscrivent aux efforts prévus dans le programme pour trouver un juste milieu entre s'appuyer sur les capacités confirmées et passer à de nouveaux domaines, notamment les travaux sur des données et des indicateurs sur la gouvernance publique, et la gouvernance multiniveau. Plusieurs délégués soulignent la nécessité de rester flexible pour s'attaquer aux problèmes qui se font jour. Le programme de travail tient compte des préférences nationales, de la capacité de l'OCDE d'apporter une valeur ajoutée, de son avantage comparatif et des objectifs prioritaires et stratégiques généraux de l'OCDE. Il est convenu que le Secrétariat et le Bureau présenteront au comité une version définitive du programme et que les réductions budgétaires de -2% en 2005, puis de -1% en 2006, seront appliquées à l'activité qui se classe en queue de liste (La prise de décision dans l'administration).

Point 6 - Activités d'ouverture : élaboration du nouveau programme de travail et point des travaux en cours

11. C'est la première fois que le comité examine le programme des activités d'ouverture et certains délégués s'inquiètent de l'écart entre les ressources disponibles et les contributions volontaires requises pour mener le programme à son terme. Toutefois, de manière générale, le débat révèle un appui sans faille pour les travaux avec les non membres. La gouvernance publique apparaît de plus en plus comme une dimension fondamentale de l'action des pouvoirs publics dans les activités d'ouverture de l'OCDE et, plus généralement, dans les travaux sur le développement. Les pays non membres ont exprimé une forte demande de coopération avec l'OCDE dans ce domaine.

12. Il est convenu que le comité poursuivra, par la procédure écrite, l'information en retour sur les préférences nationales concernant le fond et l'optique régionale des travaux, ainsi que sur les possibilités de contributions volontaires aux travaux.

Point 7 - Le choix des instruments pour renforcer les effets de l'action publique : évaluation et bilan – Introduction et vue d'ensemble

13. La suite de la réunion est consacrée à la principale question de fond de l'évaluation et du bilan. Le thème est présenté par Lars Dahlberg, Agence de la gestion publique (Suède), qui fait observer que l'évaluation peut contribuer à l'assise documentaire de l'élaboration de l'action publique. Son exposé soulève un large éventail de questions, notamment celles de l'objet et du moment de l'évaluation ; les compromis qu'impose le choix de l'évaluateur ; le recours croissant à l'évaluation participative ; la qualité de l'évaluation et son utilisation dans l'élaboration des politiques. Les délégués entendent ensuite un exposé sur le *Program Assessment Rating Tool*, outil de notation de l'évaluation des programmes aux États-Unis. L'exemple des États-Unis souligne l'importance de la conception des systèmes, de la présence d'un responsable, de l'entretien des systèmes et de l'investissement dans la formation.

Point 8 - Évaluation *a posteriori* des instruments de la politique réglementaire

14. Des exposés liminaires du Canada, du Danemark et un exposé du Professeur George Yarrow, *Regulatory Policy Institute*, Oxford (Royaume-Uni) servent de point de départ à l'examen de l'expérience acquise par les pays membres dans le domaine de l'évaluation *a posteriori* des instruments et des institutions réglementaires, examen guidé par les questions formulées dans la note de référence rédigée par le Secrétariat en vue de la réunion. Les échanges de vues mettent en évidence un certain nombre d'aspects et de difficultés « classiques » de l'évaluation de l'action des pouvoirs publics, par exemple la définition de ce qu'il faut évaluer, pour qui et par qui le faire. Les exposés par pays font ressortir la diversité des conceptions de la qualité de la réglementation et, par suite, la diversité des évaluations des outils, des institutions et des politiques réglementaires. Les échanges de vues portent aussi sur la question du ciblage des évaluations des politiques réglementaires selon certains critères, par exemple les conséquences et les risques économiques. Pour rester centré sur les domaines où ses connaissances sont les plus solides, le Comité de la gouvernance publique en conclut que la suite des travaux sur l'évaluation des politiques réglementaires doit adopter une démarche englobant l'ensemble des administrations publiques (cadres de l'évaluation, instruments, méthodes, etc.) et non pas une optique sectorielle de l'évaluation de la pratique réglementaire et de ses résultats.

Point 9 - Évaluer les mesures visant à favoriser l'intégrité et à prévenir la corruption

15. Le débat met en évidence un intérêt manifeste et un besoin croissant des pays de l'OCDE de mieux connaître comment évaluer les mesures visant à favoriser l'intégrité et à prévenir la corruption afin d'assurer la confiance des citoyens dans les institutions publiques et d'évaluer la qualité de la gouvernance en général. Parmi les principales contributions au débat figurent un exposé sur l'expérience acquise par le Japon dans l'évaluation des effets sur la confiance du public de l'application de son code de déontologie et un examen des méthodes et des outils pratiques qu'utilise la France pour empêcher la corruption. Certains pays de l'OCDE indiquent que leur stratégie d'évaluation allie de plus en plus souvent des techniques externes d'évaluation à des mécanismes de rétro-information qui font intervenir les citoyens. De plus, dans quelques pays, l'effort d'évaluation s'est porté de la mise en œuvre de certains outils choisis à une méthode holistique, afin d'examiner les principaux facteurs qui influent sur la pratique en matière d'organisation. Les participants soulignent la nécessité de veiller à l'adéquation et à l'opportunité des méthodes d'évaluation, à la crédibilité de l'évaluateur et à l'intégration des résultats de l'évaluation dans l'élaboration de l'action des pouvoirs publics.

Point 10 - Finlande : premières étapes dans l'évaluation de la participation des citoyens à l'élaboration des politiques publiques

16. Un bref exposé sur les premiers résultats obtenus par la Finlande dans l'évaluation de la participation des citoyens est suivi par de courtes communications du Royaume-Uni, de la Norvège et des Pays-Bas. Le débat qui suit souligne que, si la recherche d'instruments pratiques et efficaces pour évaluer les efforts des autorités visant à informer et à consulter les citoyens durant l'élaboration de l'action publique n'en est qu'à ses débuts, elle prend néanmoins de l'ampleur dans un certain nombre de pays membres de l'OCDE. L'évaluation est particulièrement importante dans le domaine de la participation des citoyens à l'élaboration de l'action publique car elle centre dès le début l'attention sur les objectifs de la participation du public ; valide à la fois les mécanismes et les résultats de la participation des citoyens, de telle sorte que les décideurs et les participants peuvent se fier aux résultats ; elle ancre la participation des citoyens dans la prise de décision des autorités publiques et montre qu'elle est responsable, concertée et transparente ; et elle témoigne de l'engagement des autorités à faire progresser en permanence la participation des citoyens, qu'il s'agisse des techniques, des questions à étudier ou des personnes à consulter. On observe que l'ancrage de l'évaluation d'une politique est étroitement lié à son stade de développement.

Point 11 - Débat et conclusion

17. Lors de la séance finale sur l'évaluation, Knut Rexed, Vice-Président du Comité, tire certaines conclusions des différents exposés et débats. Il souligne que l'évaluation est essentielle pour la gouvernance publique : il importe de connaître les résultats des politiques publiques. L'évaluation n'est donc pas une question de technique, mais d'état d'esprit, et elle doit s'inscrire dans une démarche d'amélioration permanente. De plus, dans l'élaboration de l'action publique, un cycle de rétro-information s'impose, pour à la fois corriger les mesures prises et faire jouer la responsabilité.

18. Le concept « d'architecture de l'évaluation » est lancé. Il est proposé d'élaborer un cadre descriptif commun applicable aux différents types d'activités d'évaluation et de bilan. Ce cadre pourrait comprendre une hiérarchie de composantes, par exemple : des données élémentaires sur les produits, des indicateurs continus des résultats obtenus ; une évaluation et une rétroaction normalisées, systématiques ; l'intégration de l'évaluation dans les programmes d'action ; et une évaluation approfondie, externe et indépendante. Ces composantes reposent sur la masse totale des connaissances et des hypothèses relatives à la relation de la cause à l'effet. Les diverses composantes sont utilisées dans des situations différentes et dans des buts différents ; elles exigent différents niveaux d'investissement. La question n'est donc pas de savoir s'il faut évaluer, mais comment optimiser la conception d'une architecture complète de l'évaluation.

19. Relever le défi de l'évaluation, c'est notamment s'assurer qu'elle est efficace et de bonne qualité, qu'elle intervienne à point nommé, qu'elle soit utilisable et effectivement utilisée, en particulier au niveau politique. Il faut aussi que le public ait accès aux résultats de l'évaluation pour qu'il puisse juger du bon usage des deniers publics et faire jouer la responsabilité des élus sur les politiques qu'ils édictent.

Point 12 - Questions diverses

20. La Corée a fait connaître qu'elle accueillera, à l'intention des hauts fonctionnaires, un colloque de l'OCDE sur le thème « Concrétiser la réforme » les 14 et 15 juillet 2004 à Séoul. Cette réunion apportera des éléments au rapport de l'OCDE sur l'administration électronique au service de l'administration intégrée. De plus, la Corée organisera aux mêmes dates une exposition internationale sur l'innovation dans l'administration.

Conclusions de la Présidente

21. La Présidente, après avoir récapitulé les conclusions de la veille sur le programme de travail et le mandat, rappelle aux délégués qu'ils sont censés préciser leur avis sur des préférences nationales concernant les activités d'ouverture pour 2005-06. Elle note aussi que plusieurs documents appellent des commentaires de la part des pays, notamment le plan du rapport sur l'administration électronique. C'est un important aspect de la nouvelle méthode de travail du Comité, qui fait plus largement appel aux moyens électroniques pour recueillir les réactions nationales.

22. La Présidente remercie les délégués et le Secrétariat, et clôture la réunion.

**Annex
PARTICIPANTS LIST
29TH SESSION OF THE PUBLIC GOVERNANCE COMMITTEE**

15 April 2004 - 16 April 2004

Allemagne / Germany

Mr. Friedrich-Wilhelm MOOG
Head of Unit
Federal Ministry of the Interior
Unit O5
Graurheindorfer Str. 198
53117 Bonn
Germany

Tel : 49 1888 681 3232
Fax : 49 1888 681 53232
Email : friedrichwilhelm.moog@bmi.bund.de

Australie / Australia

Mr. Brian STEWART
Minister-Counsellor (Information Economy)
Permanent Delegation
4 Rue Jean Rey
Australian OECD Delegation
Paris 75015
France

Tel : + 33 (0) 1 40 59 93 16
Fax : + 33 (0) 1 40 59 33 94
Email : noie@cyberhalides.com

Autriche / Austria

Mr. Emmerich BACHMAYER
Director-General
Federal Chancellery
Public Service and Administrative Development
Wollzeile 1-3
A-1010 Vienna
Austria

Tel : ++43/1/53115-7100
Fax : ++43/1/ 53115-7470
Email : emmerich.bachmayer@bka.gv.at

Vice Chair

Ms. Elisabeth DEARING
Director
Federal Chancellery
Administrative Development
Wollzeile 1-3
A-1010 Vienna
Austria

Tel : ++43/1/53115-7148
Fax : ++43/1/53115-7490
Email : elisabeth.dearing@bka.gv.at

Ms. Marion GRATT

Counsellor
Permanent Delegation
3, rue Albéric Magnard
F-75116 Paris
France

Tel : + 33 (0) 1/53 92 23 41
Fax : + 33 (0) 1/40 50 87 05
Email : marion.gratt@bka.gv.at

Belgique / Belgium

Mr. Frank FRANCEUS

Advisor-general
Federal Public Service Personnel and Organisation
Copernicus, Wetstraat 51 - Boîte 3
B-1040 Brussels
Belgium

Tel : 32 2 790 54 00
Fax : +32 2 7905499
Email : frank.franceus@p-o.be

M. Frank DUHAMEL

Secrétaire d'Ambassade
Délégation Permanente
14, rue Octave Feuillet
F-75116 Paris
France

Tel : + 33 (0) 1 56 75 34 56
Fax : + 33 (0) 1 56 75 34 70
Email : frank.duhamel@diplobel.be

Canada / Canada

Vice-Président

Ms. Roberta SANTI

Assistant Secretary to the Cabinet
Privy Council Office
Machinery of Government
Langevin Block, 80 Wellington Street
OTTAWA
Ontario K1A 0A3
Canada

Tel : +1-613-957-5491
Email : rsanti@pco-bcp.gc.ca

Ms. Nadia BOURELY

Third Secretary / Troisième secrétaire
Permanent Delegation
15, bis rue de Franqueville
Paris
France

Tel : + 33 (0) 1 44 43 20 10
Fax : + 33 (0) 1 44 43 20 99
Email : Nadia.bourelly@dfait-maeci.gc.ca

Corée / Korea

Mr. Youngki YUN
Deputy Director
Ministry of Foreign Affairs and Trade
Economic Organisation Division
95-1 Doryum-dong, Jongno-gu
110-051 Seoul Republic of Korea
Korea

Tel : +82-2-2100-7742
Fax : +82-2-2100-7990
Email : ykyun02@mofat.go.kr

Mr. Yeon-Byoung PARK
Deputy Director
Ministry of Government Administration and Home Affairs
Organization change& Development Division
77-6 Sejong-ro, Jongro-gu
Government Complex
Seoul

Tel. +82-2 3703 4645
Fax +82-2 3703 5530
Email: ybyoung@mogaha.go.kr

Mr. Jungsoo DOO
Counsellor
Permanent Delegation
2-4, rue Louis David
75016 Paris
France

Tel : + 33 (0) 1.44.05.24.08
Fax : + 33 (0) 1.44.05.21.75
Email : jsdoo83@mofat.go.kr

Danemark / Denmark

Ms. Elisabeth HVAS
Head of Division
Ministry of Finance
Slohholmsgade 1
DK-Copenhagen

Email: ehv@fm.dk

Mr. Flemming PEDERSEN
Head of Division
The Danish Commerce and Companies Agency
Center for Quality Business Regulation
Kampmannsgade 1
DK-1780 Copenhagen V
Denmark

Tel : 004533307522
Email : FPE@eogs.dk

Espagne / Spain

Mr. José Manuel ADÁN CARMONA
Head of Unit, Senior Audit Advisor
Ministry of Finance
Secretariat of Budget and Expenditures - IGAE
Nunez de Balboa 116-2° planta, Dp.10
E-28006 Madrid
Spain

Tel : +34 91 5836470
Fax : +34 91 5836475
Email : jmadan@igae.minhac.es

Mr. Manuel MARTÍNEZ
Chef du Bureau de Relations Internationales.
Ministère des Administrations Publiques
Secrétariat Général Technique
Castellana, 3
28071 MADRID

Tel : 00 34 91 586 10 55
Fax : 00 34 91 586 10 18
Email : mmartinez@galiano.subs.map.es

M. Modesto OGEA MARTÍNEZ-OROZCO
Counsellor, Financial Affairs
Délégation Permanente
Fiscal
22, avenue Marceau
75008 Paris

Tel : 01 44 43 30 39
Fax : 01 44 43 30 42
Email : hacocde@club-internet.fr

Etats-Unis / United States

Ms. Yvette DENNIS
US Office of Management and Budget
725 17th Street NW
Washington
DC 20503
United States

Email : Yvette_M._Dennis@omb.eop.gov

Mr. John ROBINSON
Advisor for Science & Social Policy
Permanent Delegation
19, rue de Franqueville
75116 Paris
France

Tel : + 33 (0) 1 45 24 74 30
Fax : + 33 (0) 1 45 24 74 84
Email : robinsonjg@state.gov

Finlande / Finland

Mr. Jorma KARJALAINEN
Director General
Ministry of Finance
Public Management Department
P.O.Box 28
FIN-00023 GOVERNMENT
Finland

Tel : +358 9 16033200
Fax : +358 9 16033225
Email : jorma.karjalainen@vm.fi

Ms. Katju HOLKERI
Counsellor
Ministry of Finance
Public Management Department
P.O. Box 28
FIN-00023 Government
Finland

Tel : +358 9 16033258
Fax : +358 9 16033235
Email : katju.holkeri@vm.fi

Ms. Soila JÄRVENPÄÄ
Project manager
Ministry of Finance
P.O. Box 28
Government FIN
Finland

Tel : +358-9-160 33076
Fax : +358-9-160 3
Email : soila.jarvenpaa@vm.fi

Mr. Jon NYMAN
Intern
Permanent Delegation of Finland to the OECD
6 rue de Franqueville
Paris FIN
France

Tel : +33-1-45 24 72 20
Fax : +33-1-45 20 63 04
Email : jon.nyman@formin.fi

France / France
Vice-Président

M. Serge ARNAUD

Ministère de la Fonction publique, de la Réforme de l'Etat
Délégué à la modernisation de la gestion publique et des
structures de l'Etat
72 rue de Varenne
75007 PARIS
France

Tel : 01 42 75 88 43
Fax : 01 42 75 80 59
Email : serge.arnaud@dmgpse.pm.gouv.fr

M. Claude MATHON

Chef du service
Ministère de la Justice
Service central de prévention de la corruption
129, rue de l'Université
F-75007 PARIS
France

Tel : 01 43 19 81 60
Fax : 01 43 19 81 72
Email : scpc@justice.gouv.fr

M. Raymond PIGANIOL

Chef de la mission Affaires européennes et internationales
Ministère de la Fonction publique, de la Réforme de l'Etat
Direction générale de l'administration et de la fonction publique
66, rue de Bellechasse,
(visiting address)
32, rue de Babylone
(mailing address)
F-75007 PARIS
France

Tel : 01 42 75 89 27
Fax : 01 42 75 70 83
Email : raymond.piganiol@dgafp.fpred.gouv.fr

M. Jean-Loup PETIT

Chargé de mission
Délégation à la modernisation de la gestion publique et des
structures de l'Etat
72, rue de Varenne
75007 Paris
France

Tel : 331 42 75 74 45
Fax : 331 42 75 80 59
Email : jean-loup.petit@dmgpse.pm.gouv.fr

Mme Marie-Catherine POLI

Chargée de mission (MAEI)
Ministère de la Fonction publique, de la Réforme de l'Etat
Paris
France

Tel : +33 (0)1 42 75 50 89
Fax : +33 (0)1 42 75 70 83
Email : marie-catherine.poli@dgafp.fpred.gouv.fr

Mme Isabelle GOUGENHEIM

Adjointe au chef de la MAEI
Ministère de la Fonction publique, de la Réforme de l'Etat
Paris
France

Tel : +33 (0)1 42 75 52 89
Fax : +33 (0)1 42 75 70 83
Email : isabelle.gougenheim@dgafp.fpred.gouv.fr

Mme Marie-France AUZEPY

Chargée de mission
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat
Paris
France

Tel : +33 (0)1 42 75 53 13
Fax : +33 (0)1 42 75 89 45
Email : marie-france.auzepy@dmgpse.pm.gouv.fr

Mme Christiane AVELINE

Conseiller
Délégation Permanente
5, rue Oswaldo Cruz
F-75016 Paris
France

Tel : + 33 (0) 1 43 17 57 01
Fax : + 33 (0) 1 43 17 58 02
Email : christiane.aveline@diplomatie.gouv.fr

M. Frédéric BOBAY

Chargé de mission
Evaluation de la Dépense publique
Direction de la Prévision et de l'Analyse économique
Télédoc 671
139 rue de Bercy
F-75572 Paris Cedex 12

Tel. 01 53 18 55 68
Fax 01 53 18 95 64
Email : frederic.bobay@dp.finances.gouv.fr

Grèce / Greece

Mme Efstathia BERGELE

Directeur général
Ministère de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la
Décentralisation
15, avenue Vassilissis Sofias
GR-106 74 Athens
Greece

Tel : +30 21 03393311-312
Fax : +30 21 03393300
Email : d.g.berg@syzefxis.gov.gr

Hongrie / Hungary

Dr. Zsófia CZOMA

Director for International Affairs
Prime Minister's Office
Department for Public Administration Development
V. Kossuth Lajos tér 4
H-1055 Budapest
Hungary

Tel : +36 1 4413217
Fax : +36 1 4413802
Email : zsofia.czoma@meh.hu

Dr. Imre VEREBÉLYI

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
Permanent Delegation
140, avenue Victor Hugo
F-75116 Paris
France

Tel : + 33 (0) 1 53 65 65 00
Fax : + 33 (0) 1 47 55 80 60
Email : imre.verebelyi@delhongrie-ocde.fr

Islande / Iceland

Mr. Gunnar BJORNSSON

Director-General
Ministry of Finance
Department of Personnel Policy
Solvholsgata 7
IS-150 REYKJAVIK
Iceland

Tel : +354 545 9342
Fax : +354 560 3690
Email : gunnar.bjornsson@fjr.stjr.is

Italie / Italy

M. Federico BASILICA
Capo del Dipartimento
Dipartimento della Funzione Pubblica
Corso Vittorio Emanuele II, 116
00186 Roma Italia

Tel : 00.39.06.6899.7546
Fax : 00.39.06.6899.7060
Email : f.basilica@governo.it

Président

Dr. Pia MARCONI
Director General, UIPA
Dipartimento della Funzione Pubblica
Ufficio per l'innovazione delle pubbliche amministrazioni
Via del Sudario, 49
I-00187 ROMA
Italy

Tel : +39 06 68997583
Fax : +39 06 68997411
Email : p.marconi@funzionepubblica.it

Mme Maddalena FILIPPI
Conseiller
Presidency of the Council of Ministers
Palazzo Chigi
Piazza Colonna
00186 Roma Roma
Italy

Tel : +39 328 0416042
Fax : +39 06 6779 3070
Email : mad.filippi@libero.it

M. Stefano PIZZICANNELLA
Director for International Affairs
Department for Public Administration
Cabinet Office
Corso Vittorio Emanuele II, 116
I-00187 Rome
Italy

Tel : +39 06 68997559
Fax : +39 06 68997245
Email : s.pizzicannella@palazzochigi.it

Dr. Fiorenza BARAZZONI

Director
Dipartimento della Funzione Pubblica
Policies for Innovation in Public Administration
Via del Sudario 49
I-00186 Rome
Italy

Tel : +39 06 68997230
Fax : +39 06 6899 7411
Email : f.barazzoni@funzionepubblica.it

M. Vincenzo SCHIOPPA

Représentant Permanent Adjoint
Délégation Permanente
50, rue de Varenne
F-75007 PARIS
France

Tel : + 33 (0) 1 44 39 21 63
Fax : + 33 (0) 1 42 22 09 90
Email : schioppa@rappocse.org

Mr. Andrea PERUGINI

Premier Conseiller
Permanent Delegation
50, rue de Varenne
F-75007 Paris
France

Tel : + 33 (0) 1 44 39 21 54
Fax : + 33 (0) 1 42 84 08 59
Email : perugini@rappocse.org

Japon / Japan

Mr. Keitaro KIMURA

Section Chief
Ministry of Public Management, Home Affairs, Posts and
Telecommunications (MPHPT)
Policy Planning Division
2-1-2 Kasumigaseki Chiyoda-ku
100-8926 Tokyo
Japan

Tel : +81 3 5253 5156
Fax : +81 3 5253 5160
Email : k.kimura@soumu.go.jp

Mr. Hideki GODA

Head, Legal Examination and Research Office
National Personnel Authority
Kasumigaseki
1-2-3 Kasumigaseki, Chiyoda-ku
100-8913 Tokyo
Japan

Tel : +81 3 3581 5311
Fax : +81 3 3580 2965
Email : goda-h@jinji.go.jp

Mr. Kenji SATO

First Secretary
Permanent Delegation
11, avenue Hoche
75008 Paris
France

Tel : + 33 (0) 1 53 76 61 43
Fax : + 33 (0) 1 45 63 05 44
Email : sato@deljp-ocde.fr

Mexique / Mexico

Mr. Carlos VALDOVINOS

General Director of Regulatory Simplification
Ministry of Public Administration
Colonia Guadalupe Inn, Delegación Álvaro Obregón
Av. Insurgentes Sur No. 1735, Piso 8 Ala Norte, Oficina 8-048
01020 Mexico
Mexico

Tel : +52-55-3003-4015
Fax : (52 55) 3003-300 Ext. 4700
Email : cvaldovinos@funcionpublica.gob.mx

Mr. Alberto PEREZ-JACOME

Minister
Permanent Delegation
8, rue de Berri
75008 Paris Paris
France

Tel : +33 156 59 29 28
Fax : +33 145 63 03 63
Email : aperezjacome@sre.gob.mx

Mr. Angel O'DOGHERTY MADRAZO

Minister for Financial and Fiscal Affairs
Permanent Delegation
8, rue de Berri
75008 Paris Paris
France

Tel : + 33 (0) 1 56 59 29 07
Fax : + 33 (0) 1 45 63 03 63
Email : angelodogherty@fr.oleane.com

Mr. Juan Carlos MORENO

Counsellor
Permanent Delegation
8, rue de Berri
75008 Paris Paris
France

Tel : +33 (0)1 56 59 29 16
Fax : + 33 (0)1 45 63 03 63
Email : jmoreno@sre.gob.mx

Norvège / Norway

Mr. Odd BØHAGEN

Deputy Director General
Ministry of Labour and Government Administration
Department of Employers Affairs
Postboks 8004 Dep., Akersgt. 59
N-0030 OSLO
Norway

Tel : +47 22244820
Fax : +47 22244889
Email : odd.bohagen@aad.dep.no

Mr. Terje DYRSTAD

Deputy Director General
Ministry of Labour and Government Administration
Department of Employers Affairs
Postboks 8004 Dep. (Akersgt. 59)
N-0030 OSLO
Norway

Tel : +47 22244975
Fax : +47 22244889
Email : terje.dyrstad@aad.dep.no

Mr. Knut KLEPSVIK

Senior Advisor
Department of Budget and Public Economy
Ministry of Finance
PO Box 8008 Dep.
NO-0030 OSLO
Norway

Tel : +47 22 244198
Fax: +47 22 249505
Email : knut.klepsvik@finans.dep.no

Ms. Torun REITE

Deputy Director General
Ministry of Finance
Budget Department
Postboks 8008 Dep.
N-0030 OSLO
Norway

Tel : +47 22244324
Fax : +47 22249505
Email : torun.reite@finans.dep.no

Mrs. Ottil Fasting THARALDSEN

Deputy Director General
Ministry of Labour and Government Administration
Postboks 8004 Dep., Akersgt. 59
N-0030 OSLO
Norway

Tel : +47 22 24 48 12
Fax : +47 22 24 48 89
Email : ottil.tharaldsen@aad.dep.no

Pays-Bas / Netherlands

Mr. Maarten N. PRINSEN

Director
International Policy Coordination Department
Ministry of the Interior and Kingdom Relations
P.O. Box 20011
The Hague 2500
Netherlands

Tel : 00 31 70 426 8556
Fax : +31704267692
Email : maarten.prinsen@minbzk.nl

Mr. Koos ROEST

Adviser on Strategic Policy
International Policy Co-ordination Department
Ministry of the Interior and Kingdom Relations
P.O.Box 20011
NL-2500 EA The Hague
Netherlands

Tel : +31 70 4267179
Fax : +31 70 4267692
Email : koos.roest@minbzk.nl

Pologne / Poland
Vice-Président

Dr. Jacek CZAPUTOWICZ

Deputy Head of Civil Service
Office of Civil Service/Urząd Służby Cywilnej
Aleja J. Szucha 2/4
PL-00-582 VARSOVIE
Poland

Tel : +48 22 6947120
Fax : +48 22 6947488
Email : jacek_czaputowicz@taranis.usc.gov.pl

Mr. Cezary BANKA

First Secretary
Permanent Delegation
136, rue de Longchamp
F-75116 Paris
France

Tel : + 33 (0) 1 56 28 58 86
Fax : + 33 (0) 1 56 28 94 66
Email : cezary.banka@oecd.pologne-org.net

Portugal / Portugal

Mme Maria Ermelinda CARRACHAS

Directeur général
Direction générale de l'Administration publique
Avenida 24 de Julho, 80 D - 4º
P-1249-084 LISBOA CODEX
Portugal

Tel : +351 21 3972149
Fax : +351 21 3973053
Email : ermelindac@dgap.gov.pt

République Slovaque / Slovak Republic

Mr. Lubomir PLAI
Chairman
Civil Service Office
Dr. Vladimira Clementica 10
SK-82102 Bratislava
Slovak Republic

Tel : +421 4828 2102
Fax : +421 4828 2244
Email : plai@upss.sk

Mme Eva CHMELOVA
Directeur
Ministère de l'Intérieur; Direction de l'administration publique
Département pour la coopération internationale
Driešová 22
SK-812 72 Bratislava
Slovak Republic

Tel : + 421-2-4333 8660
Fax : + 421-2-4333 4228
Email : eva.chmelova@mvsr.vs.sk

République Tchèque / Czech Republic

Mr. Jiri MAREK
Director
Modernisation of Public Administration Department
Ministry of the Interior
U Obecního Domu 3
CZ-112 20 Prague 1
Czech Republic

Tel : +420 974 846 347
Fax : +420 974 846 356
Email : jiri.marek@csu.notes.cz

Ms. Petra SIMOVA
Administrative Advisor
Modernization of Public Administration Department
Ministry of the Interior
U Obecního Domu 3
CZ-112 20 Prague 1

Tel : 00420 974 886 204
Fax : 00420 974 886 817
Email : simova@mvr.cz

Royaume-Uni / United Kingdom

Mr. Bob STEPHENSON

Head of International Development and Consulting
CMPS
Cabinet Office
Corporate Development Group
Room 1.4, Admiralty Arch
The Mall
London SW1A 2WH
United Kingdom

Tel : +44 20 7276 1682
Fax : +44 20 7276 1307
Email : bob.stephenson@cabinet-office.x.gsi.gov.uk

Mr. Andrew COCKAYNE

Strategy Unit
Cabinet Office
70 Whitehall
London SW1

Email: Andrew.cockayne@cabinet-office.x.gsi.gov.uk

Suède / Sweden
Vice-Président

Mr. Knut REXED

Director General
Swedish Agency for Public Management
Box 2280
SE-103 17 STOCKHOLM
Sweden

Tel : +46 8 454 4601
Fax : +46 8 454 4603
Email : knut.rexed@statskontoret.se

Mr. Lars DAHLBERG

Director
Swedish Agency for Public Management
Statskontoret
Box 2280
SE-103 17 Stockholm
Sweden

Tel : 00 46 8 4544627
Fax : 00 46 8 4544603
Email : lars.dahlberg@statskontoret.se

Ms. Ylva GRAHN AGERING

Director
Ministry of Finance
SE- 103 33 Stockholm Sweden

Email : ylva.grahn-agering@finance.ministry.se

Suisse / Switzerland

M. François MAYOR

Counsellor
Délégation Permanente
28, rue de Martignac
F-75007 Paris
France

Tel : + 33 (0) 1 49 55 74 57
Fax : + 33 (0) 1 45 51 01 49
Email : francois.mayor@pao.rep.admin.ch

Turquie / Turkey

Mr. Güngör ISIK

Expert
Prime Ministry
Foreign Affairs Department
Merkez Brna 3 kat
Bakanliklar
ANKARA Turkey
Turkey

Tel : +90 312 4191152
Fax : +90 312 4191156

Mr. Sevki EMINKAHYAGIL

Deputy Permanent Representative
Permanent Delegation
9, rue Alfred Dehodencq
75116 Paris
France

Tel : + 33 (0) 1 42 88 50 02
Fax : + 33 (0) 1 45 27 28 24
Email : sevki.eminkahyagil@mfa.gov.tr

EXPERT

Prof. George YARROW
Regulatory Policy Research Centre
Hertford College
31-33 Westgate
OXFORD OX1 1NZ
United Kingdom

Tel: +44 1865 790 270

OBSERVATEURS/OBSERVERS

Brésil / Brazil

M. Fernando IGREJA
First Secretary
Brazilian Embassy In Paris
34, Cours Albert Ier
75008 Paris
France

Tel : 33 1 45.61.63.28
Fax : 33 1 42.89.03.45
Email : figreja@bresil.org

Chili / Chile

M. Marcelo GARCIA
Ambassade de Chili
2, avenue de la Motte Picquet
75007 Paris
France

Tel : +33 1 44 18 59 60
Fax : +33 1 44 18 59 61
Email : mgarcia@amb-chili.fr

Slovénie / Slovenia

Mr. Grega VIRANT
State Secretary, Public Administration
Ministry of the Interior
Directorate for Organisation and Development of
Administration
Smartinska cesta 152
1501 LJUBLJANA
Slovenia

Tel : 00 386 1 587 45 00
Fax : 00 386 1 541 7065
Email : grega.virant@gov.si

Mr. Branko VIDIC
Director
Organisation and Development of Administration Bureau
Smartinska 152
1000 Ljubljana
Slovenia

OCDE / OECD

2, rue André-Pascal
F-75775 Paris Cedex 16
France

Mr Richard HECKLINGER

Deputy Secretary General
Tel : +33 1 45 24 80 20

Public Governance and Territorial Development Directorate

Mme Odile SALLARD

Director
Tel : +33 1 45 24 87 40
Fax : +33 1 45 24 87 96
Email : Odile.SALLARD@oecd.org

Mr. Rolf ALTER

Deputy Director, and Head of the Regulatory
Reform Programme
Tel : +33 1 45 24 14 10
Email : Rolf.ALTER@oecd.org

Mr. Alex MATHESON

Head, Budgeting and Management
Tel : +33 1 45 24 90 85
Email : Alex.MATHESON@oecd.org

Mr. Christian VERGEZ

Acting Head of Division, Governance and Role of the State
Tel : +33 1 45 24 90 44
Email : Christian.VERGEZ@oecd.org

Mr. Josef KONVITZ

Head, Regulatory Reform Division
Tel: +33 1 45 24 97 47
Email: Josef.KONVITZ@oecd.org

Mr. János BERTÓK

Principal Administrator
Tel : +33 1 45 24 93 57
Email : Janos.BERTOK@oecd.org

Mr. Peter LADEGAARD

Administrator
Tel : +33 1 45 24 19 06
Email: peter.ladegaard@oecd.org

Ms. Elsa PILICHOWSKI

Administrator
Tel: +33 1 45 24 76 12
Email: Elsa.PILICHOWSKI@oecd.org

Ms. Teresa CURRISTINE

Administrator
Tel: +33 1 45 24 18 52
Email: Teresa.CURRISTINE@oecd.org

Ms. Andrea UHRHAMMER

Public Governance Committee Secretary
Tel : +33 1 45 24 78 32
Email : Andrea.UHRHAMMER@oecd.org